

6 Société et Culture

Lutte contre l'insalubrité à Libreville

Un léger mieux dans la collecte des ordures ménagères



Des engins procèdent continuellement à la collecte des ordures dans la capitale.



Ce site au quartier Mindoubé est débarrassé des tas d'ordures.

F.S.L.
Libreville/Gabon

CROULANT encore il y a quelques semaines sous le poids des immondices, Libreville retrouve peu à peu un visage beaucoup plus reluisant. En effet, des mesures d'urgence de collecte avaient été entreprises à la suite de la cessation d'activités de l'entreprise affectée à cette tâche. Et depuis lors, un certain nombre d'opérateurs s'activent sur le terrain, dans l'objectif de redorer le blason de la ville, passant ainsi au peigne fin, de manière continue, tous les points de dépôtage. Ceci sous la supervision

du Haut-commissariat à l'environnement et du cadre de vie (HCACV) et des mairies de Libreville et Akanda. Avec des engins, ces structures débarrassent la capitale des montagnes d'ordures amoncelées jusqu'ici, faisant observer l'apparence d'un léger mieux dans les activités de collecte. Un tour dans la cité, hier après-midi, nous a permis de les voir à l'œuvre à plusieurs endroits : Plein-Ciel, Damas, Beau-Séjour, Mindoubé, Nombakélé, etc. Hormis la collecte, on constate que ces opérateurs procèdent également au balayage des rues et trottoirs ainsi qu'au curage des caniveaux.



Ici, à Beau-Séjour, les points de dépôtage ont été passés au peigne fin.

La bonne nouvelle, c'est que cette opération de salubrité de grande en-

vergure ne laisse pas les citoyens indifférents. Au quartier Beau-Séjour, par

exemple, où nous avons surpris quelques commerçants admirant le

travail des agents à pied d'œuvre, les riverains disent éprouver régulièrement des malaises avec les odeurs nauséabondes qui se dégagent régulièrement de ces montagnes d'ordures. "Avec le ramassage continu de ces opérateurs, le mal s'estompe peu à peu. Ce qui va d'ailleurs même éviter que ces ordures ne charrient vers nos domiciles à l'arrivée de la saison de pluies", s'est exprimé l'un d'entre eux.

Une ville propre et saine est donc ce qu'il y a de mieux. L'État met donc tout en œuvre pour l'assurer. Pour le bien-être des populations.

À propos d'impayés de loyer à Port-Gentil/Trois questions au coordonnateur du Samu social gabonais

"Le paiement de ce loyer dépend de l'agenda des dépenses publiques du pays"

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

Le Samu social gabonais a du mal à s'acquitter des frais de loyer de son antenne locale de Port-Gentil, qui accumule désormais 20 mois d'impayés, lire l'Union du 22 août 2019). Suite à ces menaces d'expulsion pour loyer impayé, le coordonnateur de cette entité médico-sociale d'utilité publique, Dr Yaba, s'explique.

l'union : Monsieur le coordonnateur, à ce jour, le Samu social gabonais accuse vingt mois d'arriérés de loyer pour son antenne de Port-Gentil. Et si rien n'est fait d'ici là, le bailleur menace d'expulser vos services des locaux cette fin du mois d'août. Comment en êtes-vous arrivés à cette situation ?

Dr Wenceslas Yaba : Il se trouve que l'État a pris en charge officiellement les baux administratifs du Samu social. C'est-à-dire que nous avons des arriérés de paiement de loyer par l'État de 42 millions sur l'exercice 2018. L'État n'a pas payé à ces propriétaires des différentes antennes. Sachez qu'il n'y a pas que celle de Port-Gentil qui n'est pas payée. Il y a Mouila, Oyem et aussi Libreville. En 2019 l'État n'a payé



Vue partielle des locaux du Samu Social gabonais de Port-Gentil dont le loyer reste impayé.

aucun bail administratif à qui que ce soit à cause de la situation financière du pays. On ne doit pas particulariser cette situation. Je ne suis malheureusement pas responsable de ces impayés.

Peut-on espérer que cette dette soit épongée d'ici ce 31 août ? Concernant les loyers, je tiens à dire que

nous avons sept mobilisations. Et les six autres propriétaires sont très patriotes et ont compris quelle était la nécessité pour eux d'attendre que les baux administratifs soient payés par l'État. En clair, il en est que nous avons réussi avec beaucoup de maestria à faire reconnaître la dette des loyers du Samu social à l'État. C'est une première manche. La direction du

patrimoine qui est affiliée à la direction générale du Budget a donc fait un état financier détaillé avec les relevés bancaires de chaque propriétaire pour être payés. Ce dossier a été transmis à la direction d'exécution et de budget de l'État. Cette dernière est en train de faire le nécessaire. Le paiement de ces loyers dépend de l'agenda des dépenses publiques du pays qui, comme les autres pays de la sous-région, traversent des difficultés qui ne sont pas imputables à notre fonctionnement.

Qu'en est-il du problème des salaires impayés à la veille de la rentrée scolaire ?

Depuis l'ouverture de la dotation budgétaire qui s'est faite le 4 avril 2019, les mois d'avril, mai, juin et juillet ont été régulièrement payés aux agents disséminés sur le territoire national. Il y a la deuxième tranche qui devrait arriver sous peu. À ce moment on procédera au paiement d'août puisque c'est le mois restant. Je vous informe que le Samu social de Port-Gentil fonctionne normalement. Je vous informe, par la même occasion, que c'est le deuxième Samu à avoir un laboratoire d'analyses médicales gratuites. Le problème de loyer impayé n'entrave pas son fonctionnement. Le paiement des salaires ne dépend pas de nous. C'est l'État qui s'en charge. Que les populations ne s'alarment pas.